

Edito

Cette année 2008-2009 vient de s'achever de manière passionnante avec la visite de Péronne. Nos activités ont été nombreuses et la préparation de notre voyage à Porto, ainsi que celle du colloque de 2012, ont rempli nos agendas. Dans le premier cas, notre présence sera importante avec quatre communiquants et 25 participants. Dans le second, nous avons d'ores et déjà constitué un conseil scientifique, dont le professeur Jean-Nicolas Corvisier a bien voulu accepter d'assumer la responsabilité, et qui comprendra, outre des personnalités de notre commission, des membres du Service historique de la défense (SHD), de la Direction générale de l'armement (DGA) ainsi que des universitaires n'appartenant pas à la CFHM. Le colloque de Porto sera l'occasion de faire le point sur notre projet auprès de nos partenaires internationaux et de profiter du cadre prestigieux de la Commission internationale pour nous retrouver non seulement entre chercheurs mais aussi entre amis. Je vous souhaite à tous un agréable été.

■ Jean Avenel, président de la CFHM

VIE DE LA COMMISSION

Délégation Artois-Nord. Journée d'études « La petite guerre défensive dans l'histoire », le 7 février 2009 à Feuchy (Pas-de-Calais)



Grâce aux efforts conjugués du Comité Artois-Nord de la CFHM, du Cercle de recherche urbanisation, sociétés urbaines et démographie des mondes anciens (Crusudma), Histoire en Artois, du Cercle d'études en pays boulonnais (CEPB), et avec le soutien financier de la Fondation Saint-Cyr, cette journée d'études répondait à celle d'octobre 2007 (travaux publiés dans le n°85 de la *Revue internationale d'histoire militaire* [RIHM]). Le programme, animé par des professeurs d'université et des historiens locaux, a montré les passerelles entre des périodes historiques pas toujours aussi éloignées qu'on pourrait le croire *a priori*, ainsi que les constantes liées à la petite guerre, surtout dans un cadre défensif où elle trouve toute sa pertinence.

Jean-Nicolas Corvisier, professeur des universités et président du Crusudma, a ouvert la séance en évoquant la **petite guerre dans le monde grec ancien**, démontrant que la petite guerre défensive se prépare à l'avance, comme la défense passive qui lui est liée. Guerre de substitution, elle vise alors à éviter la grande. Sa forme est soit tactique (contrôle de points de passage), soit stratégique, (attirer l'adversaire sur un terrain choisi à l'avance). L'orateur cite Thémistocle attirant les Perses à Salamine par l'évacuation d'Athènes. Il dégage quatre objectifs à de telles manœuvres : gagner du temps, immobiliser l'adversaire, éviter la bataille rangée et détourner l'action de l'adversaire.

Alain Deyber, docteur en histoire antique, associé au CNRS, s'est intéressé aux **pratiques des Celtes dans la petite guerre défensive**. Selon lui, cette forme de guerre remontant aux III^e-IV^e siècles trouve son origine dans les combats sur le sol italien menés par les Celtes face aux Romains, opérations complexes qui montrent une capacité de conjonction d'armes (cavalerie, infanterie, chars), d'effets importants issus de coalitions et de recours à des mer-

cenaires recrutés chez leurs cousins outre-alpins. Les Celtes peuvent alors l'emporter en usant d'embuscades et d'assauts aussi soudains que brutaux. Puis, A. Deyber établit un parallèle avec son travail sur le contexte de la guerre des Gaulles, montrant que les usages évoqués ci-dessus perdurent, excepté celui des chars : les Gaulois pratiquent l'embuscade et les attaques surprises de convois ou de courriers sur un terrain qu'ils connaissent bien, le recours à la « terre brûlée » restant leur arme la plus efficace. Seuls le coût financier exorbitant pour les Gaulois et la charge intempestive de leurs cavaliers à Alésia amènent la fin que l'on connaît.

Yann Le Bohec, professeur à l'université Paris IV-Sorbonne, aborde le **conflit qui opposa les Vénètes aux Romains** sous l'angle de la déception (V^e siècle av. J.-C.). César se trouve confronté à un peuple qui a la possibilité d'user de sa flotte pour échapper à l'assaillant. Les Vénètes refusent le combat terrestre et pratiquent l'art de la déception : les Romains entreprennent alors le siège des places fortes adverses et, après des efforts considérables, l'ennemi évacue ses positions. L'affaire se clôt par un « coup d'épée dans l'eau ». César, qui risque gros lors de la guerre des Gaulles, se voit contraint de faire construire sa propre flotte – ce qu'il confie à Brutus – pour contrecarrer les manœuvres des Vénètes. D'abord surclassée par les navires à voile des Gaulois, la flotte romaine prend le dessus : la flotte vénète est finalement détruite et les équipages massacrés. L'art de la déception montre ici ses limites.

L'histoire régionale est ensuite abordée par le professeur Denis Clauzel, agrégé et docteur en histoire, qui traite de la **Guerre de Cent Ans** et de la tentative que met en place Edouard III d'Angleterre d'entraîner la Flandre et le royaume de France dans une petite guerre. Le roi anglais, devant la disproportion des forces en présence, essaie de

déstabiliser nos frontières du nord (1340), se heurtant vite à un maillage très dense des villes dotées de milices urbaines efficaces. Aux expéditions anglaises destinées à «faire le dégât», les Français opposent une tactique particulière : rien. En réalité, ils renforcent les garnisons et refusent les batailles rangées, comme à Buironfosse. Pour Edouard III, l'échec est complet et son système tactique, inopérant dans ces conditions, l'oblige à renoncer. Mais en 1346, dans des lieux moins urbanisés, en Normandie, l'expérimentation flamande sert avec efficacité.

Autre exemple régional, par **Isabelle Clauzel Delanoy**, présidente du CEPB : **le littoral boulonnais durant la guerre de Cent Ans**. Pris entre le royaume de France et l'enclave anglaise de Calais, le Boulonnais est en première ligne lors de cet interminable conflit. Sa proximité avec le «front» incite le souverain français à le solliciter diversement : contributions financières, hommes d'armes, mais aussi spécialistes incontournables dans cette région maritime (marins, pilotes, charpentiers de marine). Le pays souffre des attaques continues de routiers et de maraudeurs en tout genre. Sa défense est assurée par un ensemble de garnisons qui ne le protègent pas toujours efficacement. Face aux déprédations provoquées par un conflit dont l'issue est souvent très incertaine, les habitants renâclent à payer l'impôt, hésitant entre les partis en présence. Il faut préciser à leur décharge qu'ils sont sollicités pendant toute la durée des hostilités. La proximité de l'ennemi met parfois dans l'impossibilité de distinguer aisément l'ami de «l'autre». Si le Boulonnais a souffert au cours de cette période, les récits et les comptes témoignent d'une réalité plus contrastée en termes économiques : les impôts rentrent régulièrement et le commerce demeure florissant.

Jean-Pierre Bois, professeur émérite de l'université de Nantes, aborde ensuite **la guerre des Morisques en Andalousie au XVI^e siècle**. Le contexte découle d'un durcissement de la politique royale espagnole à l'encontre des Maures convertis mais non assimilés. Sous Charles Quint, les opérations extérieures avaient favorisé une certaine tranquillité dans l'ancien royaume de Grenade. La reprise en main des populations et les tentatives de conversion aboutissent à une guerre civile. Le terrain d'affrontement est carrément impossible pour une armée habituée à se disposer sur un champ de bataille : *tercios* et *guardas* font face à l'adversaire sur un terrain de montagnes où se trouvent les villages, aux routes rares et encaissées, conditions idéales pour une petite guerre vite inexpiable. D'abord victorieuse, l'insurrection perd du terrain face à la machine de guerre espagnole, surtout à cause de la disproportion des forces et des moyens. À l'embuscade, les Espagnols répondent par la prise des villages-sanctuaires grâce à leur supériorité numérique et avec le renfort de l'artillerie. Bientôt, la situation des insurgés se révèle désespérée. Pour clore ce conflit, qui ne menace pas la couronne espagnole, une solution politique est trouvée : les populations civiles sont déportées en dehors d'un pays qui leur est trop favorable militairement.

Ferenc Tóth, professeur des universités, décrit **le débat entre Montecuccoli et Zrinyi** à propos de la petite guerre,

lors de la reconquête de la Hongrie au XVII^e siècle. Empreints de culture humaniste, les deux généraux de valeur s'affrontent sur leur conception de la guerre derrière laquelle apparaissent des aspects personnels. Leur querelle tient à ce que Montecuccoli se préoccupe davantage de la logistique et des finances de l'armée alors que Zrinyi prône l'action soudaine et décisive. Un affrontement autour du «méthodisme» en matière militaire contre le pragmatisme, plus attaché aux réalités militaires. Ainsi, dans le domaine de la conduite des opérations, Montecuccoli préconise l'offensive classique d'armées prêtes à en découdre sur le champ de bataille alors que Zrinyi, plus proche de la petite guerre, propose de couper un pont, par exemple. Cependant, si ce débat a bel et bien existé, il a pris une autre dimension au XIX^e siècle, avec la montée des nationalismes.

Sandrine Picaud-Monnerat, agrégée et docteur en histoire, évoque notre sujet à travers **les traités d'art militaire au XVIII^e siècle**. Elle met en évidence que le distinguo petite guerre offensive-petite guerre défensive n'est pas établi dans un premier temps chez les penseurs militaires de l'époque. Une distinction apparaît ensuite, relatée à travers deux exemples : en 1785, Lacuée de Cessac donne des prescriptions pour mettre en état de défense un poste dans le but d'immobiliser l'adversaire ; en 1766, Saint-Geniès prodigue ses conseils pour effectuer une retraite en toute sécurité et efficacité. Deux cas typiques de petite guerre, valables de tout temps. À l'époque, la petite guerre défensive (qui se distingue de la grande) est vue comme une école pratique de formation de jeunes officiers, avant que d'autres types de missions plus étendues leur soient confiées.

Notre président, **Jean Avenel**, professeur des universités – par la voix de François Soffer, secrétaire général adjoint de la CFHM – traite de **la petite guerre en Amérique latine au XIX^e siècle**. Les guerres d'indépendance en Amérique du Sud se révèlent ponctuées de batailles rangées entre armées de force égale. Mais lorsqu'il s'agit d'affronter des troupes européennes souvent trop nombreuses, la petite guerre défensive joue pleinement son rôle. Son efficacité tient à une limite commune à toutes les guerres : leur coût. Devant des objectifs peu clairs pour les opinions publiques du vieux continent et des résultats peu probants, une telle guerre porte rapidement ses fruits. Les troupes sont vite retirées (du Mexique pour les Français, par exemple). Les Américains en feront aussi l'expérience en 1916, au Mexique, Pershing et ses troupes se retirant après des succès mitigés. L'expérience acquise dans la petite guerre défensive fonctionne donc parfaitement.

Ces études ont montré des constantes dans les pratiques de la petite guerre : usage de troupes spécialisées, connaissance du terrain... ce qui a conforté les participants dans le fait qu'il n'existe pas de petites guerres mais une seule, issue de différentes époques et comportant des similitudes. La journée (trop courte) a aussi permis à chacun, confronté aux travaux de spécialistes d'autres périodes, de constater la permanence des pratiques guerrières à travers les âges.

■ **Pierre Lecerf**

«La guerre sur mer dans le monde grec»

par Jean-Nicolas Corvisier*, le 14 mars 2009

La tradition militaire de la guerre sur mer, née dès le monde minoen, s'est maintenue à travers la *razzia* jusqu'à la période impériale et s'est révélée nécessaire en raison de la dépendance (bois, métaux, blé) du monde grec envers l'extérieur.

De nombreuses contraintes pèsent sur la guerre navale. Contraintes dues à la mer : variabilité extrême des vents et courants en Méditerranée, inversions de courant (Euripe, détroit de Sicile) ou contre-courants (Bosphore), faible amplitude de la houle qui accroît le roulis, exigeant des navires de construction souple et légitimant l'usage des gouvernes latérales afin de disposer d'un safran adapté. Le choix de la rame s'impose, donc la légèreté, le fond plat et la grande longueur des navires de guerre par opposition à ceux de commerce, mûs uniquement à la voile. Contraintes des techniques de construction : impossibilité de courber les bois et types d'assemblage encore rudimentaires (au départ, «cousus», les bateaux n'ayant ensuite qu'un mortaisage par recouvrement), ce qui amène à la construction sur bordé premier, à un recalfatage fréquent à la poix et à l'étope suivi d'un passage au vermillon, et à l'usage de ceintures cerclant le navire. Contraintes aussi du type de bateau : issu de la pentécontère (50 rameurs) à demi-pontée, puis de la dière (deux rangs superposés), la trière, née au VI^e siècle, est dotée d'un troisième rang de rameurs en surplomb et bénéficie d'un rapport longueur-largeur qui peut aller de 1 à 9. Sa légèreté et ses deux mâts porteurs de voiles auxiliaires autorisent une vitesse de 10 nœuds, mais il y a les inconvénients : risque de retournement, faible durée de la haute cadence et exigüité. Il faut faire de l'eau tous les jours, on ne peut y vivre ni y dormir, et on ne peut facilement la tirer sur la grève. Elle demande des infrastructures portuaires (loges) et un entretien important. C'est donc par excellence le navire des détroits et des bords de côte.

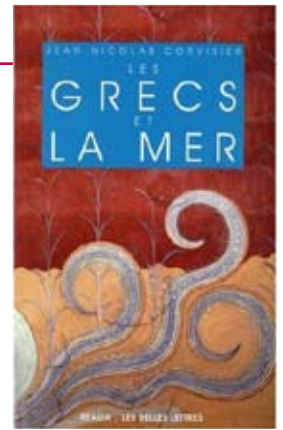
Quant aux formes de guerre, la naissance d'une tactique est tardive : à Alalia, en 535, on voit le premier usage de l'éperon (amovible, de 450 kilos environ), et la première tactique d'éperonnement à Ladê, en 494. On connaît ces tactiques pendant la guerre du Péloponnèse : *diekplous* (passage entre la ligne de navires afin de casser les rames de l'adversaire, puis retournement et éperonnement du navire désarmé), *periplous* (navigation autour des bateaux ennemis en cercles de plus en plus petits pour créer des remous, mettre du désordre dans ses rangs puis les éperonner); *kyklos* (mise en cercle, proue face à l'ennemi, pour s'en protéger en le menaçant). Si la phase finale et décisive d'une bataille est courte, la préparation est longue : mise en ligne, utilisation du vent, essais de débordement et tentatives de jeter l'adversaire à la côte. On ne se prive pas d'utiliser des dauphins ou des brûlots, de se protéger des traits ennemis avec des peaux et des planches (navires cataphractes), et de l'éperon par l'installation de bossoirs (les Syracusains face aux Athéniens). La conception d'une stratégie, elle, a été beaucoup plus difficile. Les thalassocraties minoennes, phocéennes ou corinthiennes sont limitées. Seule Athènes a eu une véritable stratégie fondée sur l'empire et les points d'appui maritimes (Mahan

n'en est pas l'inventeur), sur un nombre de navires suffisant pour qu'ils puissent croiser en permanence (Athènes en alignait 200), et sur la gestion des coûts (le *phoros* – imposé aux alliés de l'empire, qui préféraient payer plutôt que d'entretenir eux-mêmes une marine –, leur offrait une source de financement stable). Car le prix d'un navire est considérable (un talent – soit le prix de 6000 journées de travail – pour une durée de vie maximale de vingt ans, avec un entretien constant), de même que son coût de fonctionnement (un soixantième du prix du navire par jour de mer rien qu'en solde, pour les 200 membres d'équipage d'un seul navire). Aussi, la guerre sur mer ne permet-elle pas vraiment d'emporter la décision par ses seules missions (protéger le littoral, dévaster celui de l'ennemi, assurer la sécurité du commerce, réprimer les révoltes des alliés et, ensuite seulement, épauler l'armée terrestre et transporter ses troupes). Surtout, son coût est excessif : après une défaite et la perte de trop de navires (les hommes sont souvent sauvés car les combats se déroulent près des côtes), le financement n'est plus au rendez-vous. La guerre sur mer a joué un grand rôle à l'époque classique, mais les rameurs sont méprisés (on se gausse de leurs fesses et de leurs mains usées). La mer n'est pas le lieu de l'héroïsme.

Enfin ont été évoquées les transformations hellénistiques et impériales : l'accroissement des tonnages, lié à l'élargissement du monde grec et à la naissance de vastes États territoriaux, avec pour conséquence l'abandon du principe un homme-une rame et la naissance, après les tétrères et les pentères, des «6», «10», «12», «20» et même «30». On retourne donc à l'abordage, les navires sont souvent cataphractes («cuirassés»), portent un grand nombre de soldats embarqués et demandent désormais des équipages professionnels. Le cas de Rhodes, la nouvelle puissance maritime qui assure la liberté des mers, montre que servir à la mer est devenu plus honorable. Le nombre d'États entretenant une marine de guerre permanente s'est accru (Égypte, Macédoine; Achéens, Étolien, Crétois). Revers de la médaille, on a assisté au retour en force de la piraterie d'État, érigée même au rang d'une diplomatie par les Étolien et les Achéens. C'est en tout cas une pratique de la guerre sur mer totalement rentrée dans les mœurs que les Grecs ont livrée au monde romain.

Pour la guerre comme pour l'ensemble de leur civilisation, les Grecs ont eu une forte dette envers la mer, même sans en avoir eu grande conscience. Que ce soit pour s'en inspirer ou s'en écarter, leur expérience, discernable à travers les textes, a servi de point de départ à la renaissance d'une stratégie maritime au début de l'époque moderne. ■

* Jean-Nicolas Corvisier est professeur d'histoire antique à l'université d'Arras, président du Crusudma et administrateur de la CFHM. La conférence du professeur Corvisier s'appuie sur son récent ouvrage, *Les Grecs et la mer*, Belles Lettres, coll. «Realia», Paris, 2008.



Défenses et sièges de Paris (1814-1914) par Marie-France Sardain*, le 14 février 2009

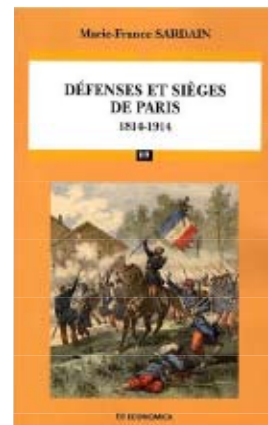
Au cours de la période 1814-1914, Paris fut un enjeu stratégique majeur lors des différentes guerres.

En 1814 et 1815, Paris affronta les cosaques aux portes de la capitale : la défaite eut pour conséquence une succession de projets de fortification. Sous l'impulsion du roi Louis-Philippe et de son ministre Thiers, Paris fut érigée en place forte, suivant les principes mis en œuvre par Vauban. La «question d'Orient» représentant une menace de conflit, l'Europe semblait reconstituer contre la France la coalition de 1813, celle qui avait préparé la chute de Napoléon. L'émotion fut immense, d'où la décision de fortifier Paris. Malgré ce retranchement, la capitale subit les deux sièges de 1870 et 1871, vécut la famine et les bombardements. Ces épreuves démontrèrent que, pour contrôler la défense de Paris, il fallait occuper les positions qui dominaient les forts, à portée de tir. À la suite de ces événements, de nouvelles fortifications furent édifiées autour de Paris par le général Séré de Rivières en y associant les lignes de chemin de fer. L'avènement de l'obus torpille (1887) instaura le recours au béton armé à la place du béton de ciment, car la puissance des nouvelles armes rendait caducs la plupart des systèmes fortifiés existants. En 1914, la

défense de la place restait fragile. Par chance, les Allemands évitèrent la capitale. La stratégie allemande consistait en une opération d'encerclement à partir de la Belgique, préalablement envahie. Les opérations de reconnaissance aérienne, qui concordaient avec les renseignements de la cavalerie, indiquèrent l'infléchissement des Allemands en direction du sud-est.

Dans un souci d'expansion, l'enceinte de Paris fut démolie à partir de 1919, la zone de servitude militaire devint constructible, bien que le classement de Paris en place de guerre n'eut jamais lieu. Elle était appelée à devenir la propriété de Paris, ce qui eut lieu en... 1930.

* Marie-France Sardain est docteur en histoire contemporaine. Son livre, *Défenses et sièges de Paris (1814-1914)*, a été publié aux éditions Economica en janvier 2009. Elle est membre de la CFHM.



PUBLICATION

Laurent FROMAGET et Paul HAÉRI

«*Stabiliser autrement? Les équipes provinciales de reconstruction (PRT) en Afghanistan*», Paris, IFRI, Focus stratégique n°4, janvier 2008.



Cet article a été rédigé par deux officiers : l'un est détaché du Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) au Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) créé à l'IFRI en 2007 ; l'autre, qui parle persan, a participé à l'expérience des PRT décrite dans l'article.

La politique de coopération civilo-militaire est destinée à accompagner les opérations militaires en phase de stabilisation de crise. Il s'agit de gagner la «*bataille des cœurs et des esprits*» dans une population dont on respecte les coutumes et la culture. C'est une «*autre guerre*», qui se réfère à l'action de Lyautey, à l'AMGOT mis en œuvre en 1945 (hors de France), et à l'expérience des Civil operations and revolutionary development support (CORDS) tentée au Vietnam dans les années 1970. Une expérience qui aurait échoué en raison des excès de la répression de la CIA contre le Vietcong.

Rejetant les opérations trop lourdes du maintien de la paix dans les années 1990, les Américains privilégient une «*empreinte légère*», confiée à des équipes interministérielles et internationales agissant en liaison avec l'ONU et avec le gouvernement afghan. De 4 équipes en 2003, on est passé à 25 équipes de 80 à 250 personnes (comptant 10% de civils) en 2007, animées par

13 nations différentes. Il ne semble pas cependant que la France dirige une de ces équipes. Quant à la réaction des ONG, elle est tout à fait négative.

L'expérience britannique de Mazar e Sharif (Nord Afghanistan) est citée en exemple. Elle a successivement mis en œuvre la réforme de la police et de la justice afghane, a éliminé les milices et s'est étendue politiquement à la manière de la tache d'huile. Bénéficiant de moyens financiers, de techniciens de la reconstruction et d'un soutien militaire en matière de renseignement et de protection, elle a réussi à contrôler les armements et a obtenu des résultats encourageants dans la population, malgré la recrudescence des violences en 2007-2008.

Selon les auteurs, ce modèle est pragmatique et perfectible. C'est une solution de sortie de crise qui intègre stratégie politique et militaire. S'adaptant à la variété des situations locales, il a été mis en œuvre en Irak et dans les Balkans (*liaison and monitoring teams*). À mon humble avis, c'est ce que nous appelions pacification en Algérie, sans bénéficier de soutien international, ni même gouvernemental, à compter de 1960.

■ Maurice Faivre

PREMIER FORUM DE LA PENSÉE MILITAIRE

«*La Plume et l'épée*», Hôtel du Grand Commandement, les 16 et 17 mai, à Tours
par Jean-Pierre Bois*

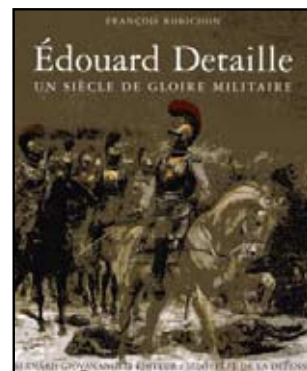
À l'initiative du G.C.A. Pierre Garrigou Grandchamp, commandant de la Formation de l'armée de Terre, s'est tenu à Tours le Premier Forum de la pensée militaire, manifestation nommée «*La Plume et l'épée*». La culture militaire constitue l'un des fondements de la compétence de l'officier, lui offre des repères et aide à la maturation des concepts en la poussant à la fréquentation des bons auteurs. Il s'agissait de stimuler la culture et la pensée militaire en délivrant deux prix récompensant des militaires qui font l'effort de publier des ouvrages proposant une réflexion sur les questions de Défense, et des auteurs non militaires qui, par leurs travaux, enrichissent l'échange sur la pensée militaire.

Le jury était constitué de dix personnalités issues du monde politique, militaire, universitaire et médiatique, sous la présidence de Jean Germain, maire de Tours. Ont été décernés deux prix à deux ouvrages portant témoignage de la vivacité et de la qualité de l'écriture militaire actuelle : le premier à un militaire, prix L'Épée et la Plume, le second à un auteur non militaire, prix La Plume et l'Épée.

Pour les auteurs militaires, le prix L'Épée et la Plume a été décerné au colonel Benoît Durieux pour son ouvrage *Clausewitz en France. Deux siècles de réflexion sur la guerre (1807-2007)*, Economica, 2008. Il s'agit de la publication intégrale de la thèse soutenue en 2007, qui n'est pas un ouvrage de plus sur Clausewitz mais une étude majeure, pour ainsi dire exhaustive, de la réception de Clausewitz, c'est-à-dire la façon dont son œuvre a été lue, comprise, utilisée ou non depuis deux siècles, étude qui révèle l'importance d'une pensée militaire française souvent ignorée où se côtoient Jomini, Foch, Raymond Aron et tant d'autres si heureusement redécouverts.

Pour les auteurs non militaires, le prix La Plume et l'Épée a été remis à François Robichon pour son ouvrage *Édouard Detaille. Un siècle de gloire militaire*, Bernard Giovanangeli/Ministère de la Défense, 2007, étude sur

un peintre dont tant d'œuvres sont connues, mais qui se trouve ici renouvelée non seulement par le choix des œuvres présentées, dont certaines inédites, mais aussi par l'approche du peintre et de son époque. Detaille porte témoignage des misères et des grandeurs de ses frères d'armes de 1870; il présente en même temps un panorama de la gloire militaire française; enfin, il tint une place exceptionnelle dans l'art français de la seconde moitié du XIX^e siècle et, sous une autre forme, dans ce qu'on appellerait de nos jours le lien armée-nation.



Ont été nommés également par le jury – pour les auteurs militaires – *La Chair et l'Acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, du lieutenant-colonel Michel Goya, qui s'attache à montrer la mutation de l'armée française à l'épreuve de la guerre à partir de 1916; la très précieuse publication *Relire, Principes de la guerre de montagnes* du lieutenant-général Pierre-Joseph de Bourcet, par le lieutenant-colonel Cyrille Becker et – pour les auteurs non militaires – l'étude *La Technologie militaire en question. Le cas américain*, de Joseph Henrotin, une interrogation sur les contraintes imposées désormais par la technologie à la tactique, la stratégie et la politique, et l'enquête *Sans blessures apparentes*, de Jean-Paul Mari, qui, du Rwanda au Liban, du Vietnam à l'Irak, se plonge dans les traumatismes laissés par la guerre actuelle.

Le jury a souligné à la fois le travail des auteurs et le mérite des éditeurs, la diversité, l'utilité et l'intérêt majeur des ouvrages publiés chez Economica dans les collections dirigées par le professeur Hervé Coutau-Bégarie et le général Desportes, en même temps que la qualité remarquable de l'édition proposée par Bernard Giovanangeli et le ministère de la Défense – les auteurs leurs doivent beaucoup, et ils l'ont dit. ■

* Jean-Pierre Bois est professeur émérite de l'université de Nantes. Il est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire militaire de l'époque moderne. Il est membre de la CFHM.

Michel Goya obtient une chaire à Saint-Cyr

Le lieutenant-colonel Michel Goya, docteur en histoire et l'une des têtes pensantes de l'état-major des armées, va prendre la présidence d'une chaire créée pour lui au Centre de recherche des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan*.

Cette chaire, dont la création a été annoncée en mai 2009 lors du Colloque international sur les guerres irrégulières, sera consacrée à l'**action terrestre**. Ses thèmes de recherche seront **l'homme au combat, le commandement, l'innovation tactique, la guerre actuelle au travers des conflits étrangers**.

Michel Goya, issu du corps des sous-officiers, passé par l'École militaire interarmes (EMIA), est l'auteur de deux livres remarquables : *La Chair et l'Acier. L'invention de la guerre moderne, 1914-1918* (Tallandier, 2004) et *Irak, les armées du chaos* (Economica, 2008).

* Le Centre de recherche des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC) est organisé autour de trois pôles : éthique et déontologie, sécurité européenne, action globale et forces terrestres. La nouvelle chaire sera rattachée à ce dernier pôle.

LES CLASSIQUES DE L'ART DE LA GUERRE

Général Colin *Les Transformations de la guerre*

Paris, Economica, coll. « Bibliothèque stratégique »,
1989, 337 p., Postface de Lucien Poirier

(l'ouvrage est encore disponible sur plusieurs sites internet de vente de livres,
dans cette édition et dans celle de 1999, au prix de 25,65 €).



Il y a vingt ans, les éditions Economica ont réédité le maître-livre du général Colin paru en 1911, *Les Transformations de la guerre*. Souffrant du discrédit de l'histoire militaire après 1945, l'ouvrage n'avait pas été réédité en France entre 1937 et 1989.

Jean Colin (1864-1917) est polytechnicien et officier d'artillerie. Détaché en 1900 au Service historique de l'armée, il est l'auteur, dans les années qui précèdent la Grande Guerre, de près d'une vingtaine d'études qui sont toujours des références. Lors de la Première Guerre mondiale, il prend part aux opérations en France et en Orient. Général de brigade en 1917, il est mortellement blessé la même année sur le front de Macédoine.

Les Transformations de la guerre offrent une brillante synthèse de vingt-cinq siècles d'histoire militaire occidentale, de l'Antiquité au conflit russo-japonais de 1904-1905. Fondé sur la conviction que « seule l'histoire apporte des conclusions fermes », l'ouvrage est écrit dans le but de découvrir, « sinon le secret de la victoire, du moins les causes qui contribuent au succès et à la défaite ». *Les Transformations* comportent trois niveaux d'analyse successifs : le combat, la bataille et les opérations.

Le chercheur et le lecteur cultivé y trouveront de riches informations sur les principaux paramètres de la guerre terrestre avant le premier conflit mondial : les liens entre l'armement et les formes du combat, la peur et ses remèdes (Colin prolonge ici les réflexions d'Ardant du Picq), la tactique de l'infanterie et le rôle essentiel des tirailleurs, les atouts de la cavalerie (la vitesse et la mobilité), l'apparition du système divisionnaire et ses conséquences (peut-être les meilleures pages du livre), les grands principes de la guerre napoléonienne, la pensée de Clausewitz et son influence sur la stratégie de Moltke en 1866 et 1870, la combinaison de l'offensive et de la défensive, les rapports entre les responsables militaires et les autorités politiques, etc.

Récapitulation remarquable de plusieurs siècles d'évolution de l'art de la guerre, le livre de Jean Colin néglige toutefois les dimensions maritimes et économiques des conflits. On pourra en outre lui reprocher la radicalité de certains concepts (celui de la « bataille décisive », par exemple) et une nette tendance au déterminisme technologique (selon l'auteur, l'histoire du combat et de la guerre dépend avant tout des facteurs matériels et parmi eux, de l'armement). En historien accompli, Jean Colin offre néanmoins au lecteur un récit particulièrement attentif aux rythmes des transformations décrites, mêlant ruptures, continuités et résistances. Dans la postface, écrite en 1988, le général Lucien Poirier démontre que c'est par son éloignement de la culture stratégique contemporaine que la pensée de Colin donne à réfléchir.

Comme l'a écrit Hervé Coutau-Bégarie, la fréquentation des classiques constitue, dans toutes les disciplines, une nécessaire « hygiène mentale ». La lecture des *Transformations de la guerre* ne peut que lui donner raison.

■ Boris Bouget

NOTES DE LECTURE

Pierre VAYSSIÈRE, *Simon Bolivar, le rêve américain*, Paris, Payot, 2008. 493 p., 26 €.

L'auteur nous invite, dans ce livre, à considérer le héros sud-américain sous un éclairage nouveau. Dans un premier temps, il nous présente un homme qui, dès son adolescence, se montre peu conformiste, peu académique, doté d'un caractère fort et original. Ses voyages à travers l'Europe lui font découvrir les courants de pensée moderne et il rejoint vite une loge franc-maçonne au sein de laquelle il jure de se battre pour que le régime républicain s'impose en Amérique, tout en menant, durant ses séjours à Paris, une vie de « rastaquouère » riche et oisif.

Bolivar participa aux guerres d'indépendance dès 1810, à Caracas, où il vécut l'échec de la révolte. Trois ans après, il y pénétrera au terme de la « campagne admirable » (1813) et deviendra le *Libertador de Venezuela* avant de devoir s'enfuir, en septembre 1814. De retour dans son pays en 1818, il entreprit sa grandiose épopée militaire andine, au cours de laquelle il se rendit maître de Bogota (10 août 1819), de Guayaquil (11 juillet 1822) où il rencontra le général San Martin, et de Lima.

Après avoir décrit le déroulement des événements qui conduisirent à l'indépendance de cette partie de l'Amérique du Sud, l'auteur nous propose une vision « thématique » de Bolivar : un homme de guerre, tout d'abord, qui conduira en milieu hostile une armée de libération

souvent mal entraînée et mal équipée ; qui combattra sans pitié, dans un pays dont 25 pour cent de la population périra au cours de la guerre civile ; qui, féru de science militaire, pratiquera constamment une stratégie offensive destinée à pallier le manque de ressources de son pays et lui associera des gestes symboliques pour entraîner l'adhésion des populations.

Mais Bolivar était également un homme résolu, impulsif, « *un créole fougueux qui croyait en son propre karma* », qui donna à la Colombie sa première constitution, obsédé par une gloire considérée comme « *exercice des grandes vertus* ». Homme d'une vaste culture, imprégné des grands auteurs latins aussi bien que des philosophes du XVIII^e siècle, il émaillait ses harangues de citations.

Enfin, en dépit de ses insuffisances comme administrateur et gestionnaire, Bolivar était un homme politique. Il assumait la présidence de la Grande Colombie durant une dizaine d'années. Il exerça plusieurs dictatures, l'équivalent de la charge d'un consul ou d'un général romain, nécessité des temps de guerre selon Jean-Jacques Rousseau et Benjamin Constant. Libéral en politique, il n'était pas un réformateur social et son affirmation du droit des Indiens à l'égalité n'est que parole destinée à les détourner de la cause royaliste. Le *Discours d'Angostura* (1819), son écrit politique majeur, s'intéresse surtout à l'organisation des pouvoirs. Il veut un exécutif fort car, à l'instar de Rousseau, il pense que « *la liberté est une nourriture succulente mais d'une digestion difficile* ». Il rejette le fédéralisme et restera toujours attaché à la démocratie « à l'anglaise ». Cependant, il est avant tout obsédé par le devenir du sous-continent hispanique et cherche à relier l'idée de patrie nationale à celle de patrie continentale. Le Congrès de Panama (1826), convoqué pour tenter de créer l'unité du sous-continent face aux visées des grandes puissances européennes et nord-américaine, se solda par un échec.

Dernier aspect de l'ouvrage, l'auteur analyse le mythe de Bolivar récemment remis à jour par le président Chavez après avoir connu un destin varié : idolâtré, il est l'icône du libéralisme dans de nombreux pays pendant les années 1820 avant d'être dénigré après 1827. À partir de sa mort, le 17 décembre 1830, il devient l'objet d'un culte civique officiel en Amérique du Sud, au Venezuela en particulier, alors qu'il est oublié en Europe. C'est dans les années 1930 que des idéologies européennes, le fascisme italien notamment, récupéreront le mythe avant que, dernier avatar du mythe, le président Chavez n'introduise le concept ambigu de « révolution bolivarienne ».

■ Jean Avenel

Maxim KOLOMIETS, *Les Blindés russes pendant la Première Guerre mondiale*, Moscou, 2008.

L'époque post-soviétique a vu le développement d'une étude technique, et non plus seulement idéologique, des conflits qu'a connus la Russie durant le XX^e siècle. Cet ouvrage consacré à la Première Guerre mondiale en est

une illustration. Plusieurs des premiers blindés russes, construits en 1901-1902 par la firme française Charron, ont été envoyés en Sibérie lors de la guerre russo-japonaise mais n'ont pas utilisés. À partir de 1911, la firme allemande Bents & Co a également fabriqué des véhicules en Sibérie. L'arme blindée russe, peu développée en 1914, comptait quelques dizaines de véhicules, 15 officiers, 150 sous-officiers et soldats, et des techniciens. La construction de blindés a commencé de s'accroître après le début des hostilités et l'emploi de ces véhicules est devenu systématique en 1915. La première division blindée fut formée en 1916. Engagée contre les révolutionnaires en août 1917, elle fut capturée par les Allemands début 1918, à Dvinsk.

L'auteur nous livre quantité d'informations sur l'organisation de l'armée blindée ainsi que sur les matériels utilisés : constructeurs, origine des matériels – parmi lesquels ceux de la firme britannique Austin Motor Co. Ltd, qui fournit de nombreux véhicules et employa jusqu'à 120 000 personnes dans ses usines russes ; détails techniques, conditions d'utilisation et indication des combats au cours desquels on se servit de ces matériels, etc. Une partie de l'ouvrage est consacrée aux trains blindés, dont on connaît le rôle important qu'ils ont joué durant la guerre, et une autre aux véhicules Renault utilisés par l'armée russe : un contrat signé le 20 octobre 1914 prévoyait que pour 100 véhicules livrés à l'armée française, 40 le seraient à l'armée russe.

En définitive, Kolomiets montre l'effort de guerre déployé par la Russie pour équiper son armée en blindés. Un effort largement secondé par l'aide alliée : fourniture de blindés et de véhicules, de régiments équipés. Ainsi, Albert, roi des Belges, envoya au tsar Nicolas II un corps expéditionnaire au printemps 1915 (350 hommes, 49 véhicules, 148 motos et vélos), qui débarqua à Arkhangelsk en octobre. Ce corps expéditionnaire « *des autos-canon-mitrailleuses belges en Russie* » fut engagé sur le front sud-ouest avant d'être évacué, en mars 1918, vers Vladivostok puis en direction des États-Unis. Un corps expéditionnaire britannique arriva en mai 1916 (566 hommes, 73 véhicules, 47 motos) combattit dans le Caucase et fut évacué *via* Vladivostok.

Cet ouvrage, très intéressant, est illustré de nombreux schémas et photographies.

■ J. A.

François CASTA, *Homme de Dieu... Homme de guerre. Le drame spirituel de l'armée*. Préface de J. Trémolet de Villers. Introduction du général de La Presle. Esprit du Livre, 2009. 275 p., 22 €.

Le Père Casta, aumônier parachutiste, publie à nouveau le livre sur le « *drame spirituel de l'armée* » qui, en 1962, avait été interdit par le cardinal Feltin et par le chef d'état-major Le Pulloch. Il le fait précéder d'un récit de sa vie de prêtre combattant.

Après des études aux séminaires d'Ajaccio et de Lyon, François Casta s'engage comme brancardier au 1^{er} BCP. Il participe à la bataille de Colmar et est

grièvement blessé à Kembs, en février 1945. Arrivé en Indochine en mars 1947, il est affecté en juillet comme aumônier du bataillon de choc du commandant Clauzon et participe à toutes ses opérations jusqu'en septembre 1949. Lors d'un deuxième séjour au 2^e BCCP, de janvier 1951 à avril 1953, il combat dans toutes les grandes opérations, jusqu'au camp de Na San. Il est blessé en mai 1952. Après un court séjour à Friedrichshafen, il rejoint en juin 1956 la 25^e Division para en Algérie ; il est aumônier du 2^e REP et du 9^e RCP, où il retrouve le colonel Buchoud. Il est présent à la bataille de Souk-Ahras, aux opérations Jumelles et Pierres précieuses. Rapatrié à Calvi en 1960, il est pensionné en 1962. Curé en Corse, il passe une thèse de doctorat et construit deux églises. En 1994, il est pensionnaire aux Invalides. Son parcours militaire exceptionnel lui a valu 9 citations, il a effectué 18 sauts opérationnels en Indochine et a reçu la Grand Croix de la Légion d'honneur en 2003.

Le drame spirituel de l'armée est une longue méditation sur l'éthique du soldat chrétien confronté à la guerre révolutionnaire, nouvelle forme de conflit qui conjugue la manipulation des foules, le terrorisme sélectif ou systématique, et les supplices infligés aux prisonniers. La répression de cette barbarie est nécessaire ; la « *victoire complète dans la bataille d'Alger* » était légitime, la « *défense de la civilisation* » était en jeu. Mais la législation du temps de paix étant inadaptée, des abus ont été commis, moins nombreux que des intellectuels irresponsables ne l'affirment. Le Père Casta s'en est entretenu avec le ministre Robert Lacoste. Citant les colonels Trinquier et Buchoud, il souligne le « *caractère pervers et inefficace de la torture* » ; traçant une typologie du tortionnaire, il condamne le comportement « *des sadiques, des obsédés d'efficacité, des paresseux, des idéalistes et des brutes réalistes* », contre lesquels des sanctions ont été infligées, « *trop bénignes* » à son sens.

Comment « rester humain » dans ces conditions inhumaines ? S'appuyant sur les exemples du général de Sonis, du Père Brottier, du capitaine Beaumont et du lieutenant Zirnheld, il montre la parenté entre l'idéal militaire et les vertus chrétiennes. La « *maîtrise de la force* », valeur chrétienne, est aussi la vertu naturelle du militaire. Dans ces « *conflits de devoirs* », le rôle de l'aumônier est important, mais en définitive, le chef militaire est la « *conscience de son unité* ». Une prière autographe de Paul Claudel à saint Michel, patron des parachutistes, célèbre le « *gendarme de Dieu* » ! Il revient au chef d'imposer un comportement humain, afin de protéger la population dont il doit « *assimiler la culture* ».

On ne peut que résumer toute la richesse de cette pastorale, dont le général de La Presle estime qu'elle est toujours actuelle. C'est pourquoi cet ouvrage doit être lu par tous ceux qui sont acteurs ou observateurs des guerres contemporaines. ■ **Maurice Faivre**

André THABAUT, *Bactériologiste des hôpitaux militaires. De la formation à l'Algérie en guerre*, L'Harmattan (éd.), coll. « Médecine des conflits armés », Paris, 2007, 117 p., 12 €.

Troisième volume d'une trilogie autobiographique, ce livre décrit avec rigueur la formation d'un médecin biologiste dans le Service de santé aux armées françaises.

Formé au Grand Cours de l'Institut Pasteur, Thabaut rejoint le laboratoire du Val-de-Grâce avant de partir une première fois en 1959, en Algérie. De retour en France, il termine ses études au Val-de-Grâce. Par la suite, affecté dans un hôpital militaire en Algérie, l'auteur nous offre à travers sa propre histoire un morceau de vie et d'histoire extrêmement dense et riche sur l'Algérie, alors en pleine révolte. Médecin humaniste imprégné de culture algérienne, il a donné le meilleur de lui-même pour enrayer les épidémies auxquelles il a été confronté. Pour ceux qui ne connaissent pas ce pays en quête d'indépendance, l'ouvrage du Dr Thabaut est une source de renseignements incontournable et, pour les « anciens », il apporte des précisions importantes dans des domaines peu connus du conflit. À découvrir absolument. ■ **Xavier Riaud**

Pierre DUSSERE et Ch. Nelly MERSEY DUSSERE, *Chroniques du Service de santé en Algérie (1830-1900)*, LBM (éd.), Paris, 2009, 357 p., 22,70 €.

Cette histoire du Service de santé aux armées françaises de 1830 à 1905, en Algérie, relate avec une précision chirurgicale chacune des étapes historiques qui ont contribué à la constante progression du pays, d'une organisation embryonnaire à une infrastructure parfaitement fonctionnelle au début du XX^e siècle. Les biographies détaillées des principaux protagonistes figurent à la fin du livre, qui foisonne de témoignages et de récits militaires agrémentés d'une présence médicale forte.

Le rôle fondamental des grands noms de la recherche médicale dans la lutte contre les épidémies, tels Pasteur ou Laveran, n'est pas omis. Au-delà de l'organisation d'un service médical, admirablement décrit, on mesure l'abnégation, le courage, l'altruisme et l'humanisme de ces grands médecins qui ont exercé dans des conditions précaires, souvent parmi les combats, en sacrifiant parfois leurs vies. Comme le signale l'éditeur : « C'est un livre de référence qui intéressera tous les passionnés de l'histoire de l'Algérie et de la médecine militaire. »

Sans occulter l'aspect scientifique des recherches, accessible au profane, et des découvertes qui en ont découlé, ce travail pose les jalons de la médecine militaire en Algérie. C'est le fruit d'une longue quête menée par un couple d'auteurs dont les mérites ne sont plus à vanter. ■ **X. R.**